

Unité inter-départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49183 SAINT-BARTHÉLÉMY

Saint-Barthelemy-d'Anjou, le 21/04/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CRONITE MANCELLE SA**

Route du Lude  
CS 20075  
72233  
72230 Arnage

Références : 2023-179\_CRONITE MANCELLE\_INSP\_RAP  
Code AIOT : 0006303478

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2023 dans l'établissement CRONITE MANCELLE SA implanté Route du Lude CS 20075 72233 Arnage. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite fait suite à l'accident de janvier 2023 et s'inscrit dans le cadre de l'action régionale 2023 de la DREAL Pays de la Loire relative à la gestion de crise.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CRONITE MANCELLE SA
- Route du Lude CS 20075 72233 Arnage
- Code AIOT : 0006303478
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La fonderie fabrique des aciers réfractaires pour les fours de traitement thermique et autres pièces mécaniques.

La fonderie a été visitée ainsi que le local incendie.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- gestion de crise

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites**

**administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 21/07/2005, article 4.1.7	/	Sans objet
4	formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 21/07/2005, article 4.1.6	/	Sans objet
5	registre des exercices	Arrêté Préfectoral du 21/07/2005, article 4.1.6	/	Sans objet
6	consignes sur la mise en œuvre des moyens	Arrêté Préfectoral du 21/07/2005, article 4.2.1	/	Sans objet
7	rapports de contrôle des moyens de lutte incendie	Arrêté Préfectoral du 21/07/2005, article 4.1.1	/	Sans objet
8	registre de maintenance	Arrêté Préfectoral du 21/07/2005, article 3.6	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Accident du 24/01/2023	Arrêté Préfectoral du 21/07/2005, article 1.9	/	Sans objet
3	plan des installations	Arrêté Préfectoral du 21/07/2005, article 1.1.1	/	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les actions correctives suite à l'accident sont en cours de mise en oeuvre notamment sur la mise à jour des fiches réflexes et l'augmentation de la fréquence des exercices incendie. Un point de vigilance est à apporter sur les actions correctives à mettre en place sur les installations électriques.

**2-4) Fiches de constats**

N° 1 : Accident du 24/01/2023

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/07/2005, article 1.9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, accident
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de déclarer sans délai à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations.  Sous 15 jours, il précise dans un rapport les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y pallier et celles prises pour éviter qu'il ne se reproduise.
<b>Constats :</b> Par mail du 27/01/23, l'exploitant a transmis le rapport d'accident du 24/01/23. Le rapport complété a été transmis à l'inspection par mail du 22/02/23. Les origines de l'accident sont identifiées ainsi que les actions correctives à mettre en place (augmentation de la fréquence des exercices et révision des fiches réflexes).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 2 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/07/2005, article 4.1.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations sont réalisées conformément aux normes en vigueur et à l'arrêté du 31 mars 1980 dans les locaux à risque d'explosion. Les installations, notamment les prises de terre, sont périodiquement contrôlées par un organisme compétent, et maintenues en bon état. Les rapports de visite sont maintenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Le rapport de l'APAVE (associé au Q18) de vérification des installations électriques réalisée du 17 au 30/01/2023 a été présenté. Le rapport mentionne 23 observations dont 22 récurrentes. L'attestation Q18 conclut que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion. Le rapport mentionne que la vérification des installations électriques est partielle dû à l'absence de coupure de l'installation. L'exploitant a indiqué que les travaux étaient réalisés en interne pendant la fermeture annuelle.  => L'exploitant réalisera les actions correctives afin de lever les observations récurrentes. => L'exploitant réalisera une vérification complète des installations électriques lors du prochain contrôle
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : plan des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/07/2005, article 1.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, plans
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants : les plans tenus à jour, [...]  Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
<b>Constats :</b> Un plan d'intervention spécifiant les moyens d'intervention (poteau incendie, RIA et extincteurs) et les vannes de coupure est affiché à l'entrée du site.  Par sondage, la présence des extincteurs poudre n°5 et 8 à proximité de la zone de fusion ainsi que des RIA situés dans la pièce attenante à la zone noyautage est conforme à ce qui est désigné sur le plan.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : formation du personnel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/07/2005, article 4.1.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, formation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit veiller à la qualification professionnelle et à la formation "sécurité" de son personnel.  Cette formation doit notamment comporter : -toutes les informations utiles sur les produits dangereux utilisés ; -les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes ; -des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens de protection et d'intervention affectés à leur établissement.
<b>Constats :</b> Un plan triennal de formation sur les EPI (manipulation des extincteurs) et ESI (manipulation des RIA) a été présenté (tableau de formation 2). D'après ce document, 95 % des salariés sont formés aux EPI. Des salariés devaient faire l'objet d'un recyclage sur la formation EPI en 2022. Par sondage l'attestation datée de février 2022 de M. Fourmy sur la procédure en cas de panne d'alimentation électrique a été présentée. La feuille d'émargement de la formation sur la manipulation des extincteurs de février 2022 a été envoyée par mail suite à la visite. Les émargements de M. Ausseil et M. Vinette sont cohérents avec le fichier de suivi des formations (vérification par sondage).  => L'exploitant veillera à respecter la fréquence de formation pour les salariés devant faire l'objet d'un recyclage EPI et ESI.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : registre des exercices**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/07/2005, article 4.1.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, formation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> A la demande de l'inspecteur des installations classées, l'exploitant devra justifier les exercices qui ont été effectués.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué que des exercices d'évacuation étaient réalisés 2 fois par an. Un fichier regroupant les comptes rendus est en place, par sondage le compte rendu de l'exercice du 15/12/22 a été vu. Suite à l'accident, l'exploitant prévoit un test réel sur une perte d'alimentation électrique semaine 13.
=> L'exploitant veillera à intégrer des exercices de défense contre l'incendie à une fréquence définie.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : consignes sur la mise en œuvre des moyens**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/07/2005, article 4.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, formation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Des consignes écrites précisent les rôles et responsabilités de chacun des acteurs, les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel, d'appel aux moyens de secours extérieurs.
Elles sont portées à la connaissance du personnel et des entreprises extérieures présentes sur le site et affichées en des lieux fréquentés
<b>Constats :</b> L'exploitant a mis en place des fiches réflexes en cas de perte d'alimentation électrique et de déversement. Suite à l'accident, les consignes sur la mise en oeuvre des moyens incendie sont en cours de modification. Par sondage, l'affichage de la fiche réflexe sur la perte d'alimentation électrique a été vue au niveau des fours de fusion. Le site dispose de 11 ESI.
=> L'exploitant transmettra à l'inspection les fiches relatives à la mise en oeuvre des moyens incendie et à l'alerte des secours.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 7 : rapports de contrôle des moyens de lutte incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/07/2005, article 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, moyen de lutte
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'ensemble des dispositifs de lutte contre l'incendie devra être maintenu en bon état de service et régulièrement vérifié par du personnel compétent.
<b>Constats :</b> Les rapports de vérification des extincteurs et des RIA par la société TECC du 11/06/2021 ont été présentés le jour de l'inspection. L'attestation Q4 associée conclut à la conformité du site. Le rapport de vérification par la société TECC du 14/06/2022 a été envoyé suite à la visite (non trouvé le jour de la visite). Des observations concernant les RIA 1 et 2 (axe grippé et fuite à l'axe) sont mentionnées.  Le rapport de vérification des 3 poteaux incendie par la société TECC du 14/06/2022 mentionne des débits unitaire de 90, 92 et 100 m3/h. Il n'y a pas eu de test en fonctionnement simultané.  Par sondage, les étiquettes des extincteurs n°5 et 6 et des RIA situés dans la zone noyautage mentionnent le contrôle de juin 2022.  => L'exploitant justifiera que les actions correctives permettant de lever les observations sur les RIA ont été mises en oeuvre.  => Un test de fonctionnement en simultané des poteaux incendie sera réalisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : registre de maintenance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/07/2005, article 3.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, registre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit veiller au bon entretien des dispositifs de réglage, de contrôle, de signalisation et de sécurité. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué qu'une registre de maintenance était en place. Le jour de la visite, seul le registre antérieur à 2018 a été trouvé, la consignation des vérifications postérieures n'a pas pu être justifiée le jour de la visite.  => L'exploitant justifiera la réalisation des contrôles postérieurs à 2018 et leur consignation.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet